

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/STR/N/1/JPN**

22 août 1995

(95-2458)

---

Original: anglais

## COMMERCE D'ETAT

Notification conformément à l'article XVII:4 a) du GATT de 1994  
et au paragraphe 1 du Mémoire d'accord sur  
l'interprétation de l'article XVII

### JAPON

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 31 juillet 1995.

A. (Tabac en feuilles)

1. Entreprise commerciale d'Etat

- Entreprise commerciale d'Etat  
Société japonaise des tabacs (JTI)
- Produit pour lequel il existe une entreprise commerciale d'Etat  
Tabac en feuilles (SH n° 2401.10 et 2401.20).

2. Raison et objet du maintien de l'entreprise commerciale d'Etat

La JTI a le monopole de la production de tabac en vue d'assurer un développement rationnel de l'industrie suivant les dispositions de la Loi sur le commerce du tabac; les négociants privés peuvent importer du tabac en feuilles, mais du fait de l'existence du monopole, toutes les importations de ce produit sont en fait subordonnées à son rachat par la JTI.

- Le monopole de la production de tabac fabriqué est prévu à l'article 8 de la Loi sur le commerce du tabac.

3. Description du fonctionnement de l'entreprise commerciale d'Etat

1) La JTI importe du tabac en feuilles en se fondant sur des considérations d'ordre commercial telles que la situation de l'offre et de la demande de tabac fabriqué, la qualité, les prix du marché et d'autres caractéristiques du tabac en feuilles.

2) Avant d'acheter du tabac en feuilles d'origine nationale, la JTI passe chaque année des contrats avec les cultivateurs nationaux portant sur la superficie des cultures de chaque variété de tabac ainsi que sur son prix et sa qualité.

#### 4. Renseignements statistiques

Année civile	Importations		Exportations		Production nationale
	Tonnes	Millions de yen	Tonnes	Millions de yen	Tonnes
1992	116 972	79 023	170	424	79 365
1993	118 650	67 701	765	1 359	67 430
1994	135 542	70 160	701	1 611	79 503

Note: Les importations de tabac en feuilles et de tabac fabriqué ont été libéralisées le 1er avril 1985, date à laquelle le monopole sur les tabacs que détenait la Régie japonaise des tabacs et du sel a été aboli. Toutefois, la Société japonaise des tabacs (JTI), entreprise privatisée qui a remplacé la Régie, a toujours le monopole de la production de tabac fabriqué et les importations de tabac en feuilles sont donc subordonnées au rachat de ce produit par la JTI.

Sources: Ministère des finances, "Statistiques commerciales du Japon".  
Données de la JTI.

#### B. (Sel)

##### 1. Entreprise commerciale d'Etat

- Entreprise commerciale d'Etat  
Société japonaise des tabacs (JTI)
- Produit pour lequel il existe une entreprise commerciale d'Etat  
Sel (SH n° 2501.00).

##### 2. Raison et objet du maintien de l'entreprise commerciale d'Etat

La JTI a le monopole de l'achat, de l'importation, de la production, de la transformation et de la vente du sel, et ce pour garantir l'approvisionnement régulier des consommateurs et pour consolider les fondements de l'industrie salinière.

- Le monopole de l'achat, de l'importation, de la vente, etc., du sel est prévu aux articles 3 et 4 de la Loi sur le monopole du sel.

##### 3. Description du fonctionnement de l'entreprise commerciale d'Etat

1) Les importations de sel sont effectuées par la JTI ou par les personnes mandatées par elle. Le volume des importations est fixé en fonction de la situation de l'offre et de la demande et d'autres facteurs économiques. Le sel d'utilisation courante (produit alimentaire) est importé par la

JTI elle-même. Le sel utilisé par l'industrie des boissons gazeuses est importé aux conditions du marché par les fabricants de boissons gazeuses qui sont mandatés par la JTI.

2) Seules les personnes qui ont reçu l'autorisation de la JTI peuvent fabriquer du sel. Tout le sel ainsi fabriqué est en principe acheté par la JTI. Celle-ci détermine les prix d'achat du sel d'origine nationale en fonction des coûts de production et d'autres facteurs économiques.

3) La JTI détermine les prix de vente du sel en fonction des prix d'achat et d'autres facteurs économiques, sous réserve de l'approbation du Ministre des finances.

#### 4. Renseignements statistiques

Exercice	Importations		Exportations		Production nationale
	Milliers de tonnes	Millions de yen	Milliers de tonnes	Millions de yen	Milliers de tonnes
1992	7 589	32 895	0	0	1 405
1993	7 515	29 593	0	0	1 378
1994	7 583	27 624	0	0	1 387

Notes:

1. Au Japon, l'exercice va du mois d'avril au mois de mars.
2. Le chiffre de la production nationale pour 1994 est provisoire.  
La Régie japonaise des tabacs et du sel a été privatisée le 1er avril 1985, date à laquelle elle est devenue la Société japonaise des tabacs (JTI). La JTI a donc hérité à cette date des pouvoirs qu'avait la Régie en ce qui concerne le sel, à savoir des droits exclusifs en matière d'achat, d'importation, de production, de transformation et de vente.

Source: Données de la JTI.

#### C. (Opium)

##### 1. Entreprise commerciale d'Etat

- Entreprise commerciale d'Etat  
Gouvernement japonais (Ministère de la santé et de la protection sociale)
- Produit pour lequel il existe une entreprise commerciale d'Etat  
Opium (SH n° 1302.11).

##### 2. Raison et objet du maintien de l'entreprise commerciale d'Etat

L'objet du maintien de l'entreprise commerciale d'Etat est de réglementer l'offre d'opium utilisé à des fins médicales et scientifiques et d'exercer le contrôle nécessaire sur la culture du pavot et sur le transfert, l'obtention (par transfert), la possession, etc., d'opium et de paille de pavot.

Seul le Ministère de la santé et de la protection sociale est habilité, en sa qualité d'entreprise commerciale d'Etat, à importer et à exporter de l'opium conformément aux dispositions de la Loi sur l'opium.

- Ce pouvoir d'importer et d'exporter de l'opium est prévu à l'article 2 de la Loi sur l'opium.

Cette réglementation est fondée sur les dispositions de la "Convention unique sur les stupéfiants de 1961".

### 3. Description du fonctionnement de l'entreprise commerciale d'Etat

1) Le droit d'importer et d'exporter de l'opium revient exclusivement au Ministère de la santé et de la protection sociale ou aux personnes mandatées par cet organe.

2) Le Ministère de la santé et de la protection sociale achète également tout l'opium qui est produit au Japon.

3) Le Ministère de la santé et de la protection sociale détermine la quantité d'opium devant être importée au Japon en se fondant sur des facteurs tels que la demande intérieure et l'offre extérieure d'opium.

4) Le Ministère de la santé et de la protection sociale détermine, en collaboration avec le Ministère des finances, les prix auxquels l'opium est acheté aux planteurs nationaux en fonction des conditions de production du pavot, des prix à l'importation de l'opium et d'autres facteurs économiques. Le Ministère importe l'opium aux prix du marché.

### 4. Renseignements statistiques

Exercice	Importations (kg)	Exportations (kg)	Production nationale (kg)
1992	107 000	0	5
1993	113 000	0	5
1994	115 000	0	4

- Notes:
1. Au Japon, l'exercice va du mois d'avril au mois de mars.
  2. Le chiffre de la production nationale pour l'exercice 1994 est provisoire.
  3. Toutes les importations des exercices 1992, 1993 et 1994 ont été effectuées par l'entreprise commerciale d'Etat.

Source: Ministère de la santé et de la protection sociale.

## D. (Alcool)

### 1. Entreprise commerciale d'Etat

- Entreprise commerciale d'Etat

Gouvernement japonais (Ministère du commerce extérieur et de l'industrie (MITI))

- Produit pour lequel il existe une entreprise commerciale d'Etat

Alcool d'un titre alcoométrique volumique de 90 pour cent vol ou plus (SH n° 2207.10).

## 2. Raison et objet du maintien de l'entreprise commerciale d'Etat

Le Ministère du commerce extérieur et de l'industrie a le monopole de la production, de la vente et de l'importation de l'alcool d'un titre alcoométrique volumique de 90 pour cent vol ou plus (ci-après dénommé "alcool").

L'objet de ce monopole est de séparer la distribution d'alcool industriel de celle de boissons spiritueuses, de réglementer la production et les ventes d'alcool industriel et d'assurer aux consommateurs un approvisionnement constant et stable en alcool.

- Le monopole de l'importation d'alcool est prévu à l'article 4 de la Loi sur le monopole de l'alcool.

## 3. Description du fonctionnement de l'entreprise commerciale d'Etat

1) Le gouvernement ou les agents qu'il a mandatés importent l'alcool aux prix du marché sur la base de facteurs tels que la situation de l'offre et de la demande. Tout l'alcool importé est redistillé par l'Organisation du développement des énergies nouvelles et des techniques industrielles (NEDO) ou par des usines privées mandatées par le gouvernement.

2) L'alcool est produit par la NEDO et les usines privées mandatées par le gouvernement. Le gouvernement, en sa qualité d'administrateur du monopole sur l'alcool, détermine le volume de la production sur la base de facteurs tels que la situation de l'offre et de la demande.

3) Le gouvernement achète tout l'alcool produit dans le pays. Il fixe les prix d'achat en fonction des coûts de production et d'autres facteurs économiques.

## 4. Renseignements statistiques

Exercice	Importations		Exportations		Production nationale
	kl	Milliers de dollars	kl	Milliers de dollars	kl
1992	327 183	127 511	68	333	240 285
1993	336 343	124 987	1 211	1 180	240 787
1994	334 978	139 814	1 283	2 410	248 400

Note: Au Japon, l'exercice va du mois d'avril au mois de mars.

Source: Ministère des finances, "Statistiques commerciales du Japon".

E. (Riz, froment et orge)

1. Entreprise commerciale d'Etat

- Entreprise commerciale d'Etat

Gouvernement japonais (Office de contrôle des produits alimentaires)

- Produits pour lesquels il existe une entreprise commerciale d'Etat

Riz et produits transformés et/ou préparés à base de riz (ci-après dénommé "riz")

Froment (blé), méteil, triticales et leurs produits transformés (ci-après dénommé "froment")

Orge et produits transformés à base d'orge (ci-après dénommé "orge")

(Pour connaître les numéros des positions tarifaires des produits concernés, voir la notification concernant l'administration des contingents tarifaires (G/AG/N/JPN/1)).

2. Raison et objet du maintien de l'entreprise commerciale d'Etat

L'Office de contrôle des produits alimentaires prend des mesures visant à stabiliser l'offre, la demande et les prix de certaines denrées alimentaires de base telles que le riz, le froment et l'orge, afin d'assurer la sécurité alimentaire et la stabilité de l'économie.

En outre, l'Office de contrôle des produits alimentaires procède, en sa qualité d'entreprise commerciale d'Etat, à l'importation ou à l'exportation de ces produits - en cas de besoin spécifique - afin de garantir le bon fonctionnement du système de stabilisation de l'offre et de la demande et du prix des denrées alimentaires de base.

- Dispositions juridiques: articles 60, 62, 63, 67 et 69 de la Loi sur la stabilisation de l'offre et de la demande et du prix des denrées alimentaires de base.

3. Description du fonctionnement de l'entreprise commerciale d'Etat

1) L'Office de contrôle des produits alimentaires est chargé d'importer du riz et d'en exporter si nécessaire, et d'importer du froment et de l'orge dans le cadre des contingents conformément à la Liste XXXVIII-JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC.

L'Office de contrôle des produits alimentaires ne s'occupe en aucune façon de la commercialisation ou de la distribution des importations hors contingent de froment et d'orge, si ce n'est pour percevoir une partie des droits de douane appliqués et pour vérifier la quantité, la qualité et l'innocuité de ces importations.

2) Les négociants privés sont libres d'importer du froment et de l'orge à condition d'acquitter les droits de douane hors contingent prévus dans la Liste XXXVIII-JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC, qui seront réduits de 15 pour cent sur une période de six ans, de l'exercice 1995 à l'exercice 2000.

3) L'Office de contrôle des produits alimentaires importe du riz dans le cadre des possibilités d'accès minimales et du froment et de l'orge dans le cadre des possibilités d'accès courantes qui sont prévues dans la Liste XXXVIII-JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC.

4) Les marges appliquées aux importations de riz, de froment et d'orge sont consolidées dans la Liste XXXVIII-JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC. Dans le cas des importations de froment et d'orge, les marges consolidées seront réduites de 15 pour cent sur une période de six ans, de l'exercice 1995 à l'exercice 2000.

Le gouvernement détermine les prix de vente du riz, du froment et de l'orge importés en fonction des prix à l'importation, des frais d'administration, des prix à la consommation du riz usiné et d'autres facteurs économiques.

Le prix de vente ainsi déterminé pour le riz, le froment et l'orge importés ne doit pas dépasser la somme du prix d'achat de chacun de ces produits payé par le gouvernement, et de la marge consolidée dans le cadre de l'Accord sur l'OMC.

5) L'Office de contrôle des produits alimentaires n'a conclu aucun contrat à long terme en ce qui concerne les importations ou les exportations de riz, de froment et d'orge.

#### 4. Renseignements statistiques

(Unité: milliers de tonnes)

	Exercice	Importations	Exportations	Production nationale
Riz	1992	17	0	10 573
	1993	871	0	7 834
	1994	1 578	0	11 981
Froment	1992	5 950	0	759
	1993	5 941	0	638
	1994	6 429	0	565
Orge	1992	1 618	0	286
	1993	1 540	0	283
	1994	1 771	0	225

Notes:

1. Au Japon, l'exercice va du mois d'avril au mois de mars.
2. Les chiffres de la production nationale pour 1994 sont provisoires.
3. Les chiffres relatifs aux importations de riz correspondent aux importations de riz usiné.

Sources: Ministère des finances, "Statistiques commerciales du Japon".  
Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches, "Bilan alimentaire".

F. (Produits laitiers)

1. Entreprise commerciale d'Etat

- Entreprise commerciale d'Etat

Office de promotion de l'élevage (LIPC)

- Produits pour lesquels il existe une entreprise commerciale d'Etat

Produits laitiers désignés à usage général (lait écrémé en poudre, lait écrémé sous d'autres formes solides, lait en poudre et sous d'autres formes solides, lait concentré sucré, babeurre en poudre et sous d'autres formes solides, lactosérum et lactosérum modifié, beurre et huile butyrique) ci-après dénommés "produits laitiers désignés à usage général". Pour connaître les numéros des positions tarifaires des produits concernés, voir la notification concernant l'administration des contingents tarifaires (G/AG/N/JPN/1).

2. Raison et objectif du maintien de l'entreprise commerciale d'Etat

Le LIPC est habilité à prendre des mesures visant à stabiliser l'offre, la demande et les prix des produits laitiers, à assurer le développement rationnel de l'industrie laitière et des industries connexes et à améliorer le régime alimentaire japonais, conformément aux dispositions de la Loi sur les mesures temporaires de compensation pour les producteurs de lait destiné à la transformation.

Dans le cadre de ces mesures, le LIPC importe des produits laitiers désignés, en sa qualité d'entreprise commerciale d'Etat, pour garantir le bon fonctionnement du système de stabilisation de l'offre et de la demande ainsi que des prix des produits laitiers.

- Disposition juridique: article 13 de la Loi sur les mesures temporaires de compensation pour les producteurs de lait destiné à la transformation.

3. Description du fonctionnement de l'entreprise commerciale d'Etat

1) Le LIPC est chargé de procéder aux importations entrant dans le cadre des contingents des produits laitiers désignés, qui sont prévues dans la Liste XXXVIII-JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC.

Le LIPC ne s'occupe en aucune façon de la commercialisation ou de la distribution des importations hors contingent de produits laitiers désignés, si ce n'est pour percevoir une partie des droits de douane appliqués et pour vérifier la quantité, la qualité et l'innocuité de ces importations.

2) Les négociants privés sont libres d'importer des produits laitiers désignés à condition d'acquitter les droits de douane hors contingent prévus dans la Liste XXXVIII-JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC, qui seront réduits de 15 pour cent sur une période de six ans, de l'exercice 1995 à l'exercice 2000.

3) Le LIPC importe des produits laitiers désignés dans le cadre des possibilités d'accès courantes qui sont prévues dans la Liste XXXVIII-JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC.



4) Les marges appliquées aux importations de produits laitiers désignés sont consolidées dans la Liste XXXVIII-JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC. Ces marges consolidées seront réduites de 15 pour cent sur une période de six ans, de l'exercice 1995 à l'exercice 2000.

Les prix de vente intérieurs des produits laitiers désignés sont fixés en fonction des prix à l'importation, des frais d'administration, des prix intérieurs des produits laitiers et d'autres facteurs économiques.

Les prix de vente intérieurs des produits laitiers désignés ne doivent pas dépasser la somme des prix d'achat de ces produits payés par le LIPC, et des marges bénéficiaires consolidées susmentionnées qui figurent dans la Liste XXXVIII-JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC.

5) Le LIPC n'a conclu aucun contrat à long terme en ce qui concerne les importations de produits laitiers désignés.

#### 4. Renseignements statistiques

(Unité: tonnes)

	Exercice	Importations	Importations du LIPC	Exportations	Production nationale
Lait écrémé en poudre et sous d'autres formes solides	1992	83 164 <sup>2</sup>	16 787	7	213 220
	1993	58 350 <sup>2</sup>	0	45	216 754
	1994	73 165 <sup>2</sup>	16 930	72	181 165
Lait entier en poudre et sous d'autres formes solides	1992	0	0	10	33 710
	1993	0	0	9	29 294
	1994	0	0	9	29 888
Lait concentré sucré	1992	8	0	18	60 251
	1993	4	0	8	55 011
	1994	0	0	29	56 901
Babeurre en poudre et sous d'autres formes solides	1992	0	0	n.d.	n.d.
	1993	1	0	n.d.	n.d.
	1994	0	0	n.d.	n.d.
Lactosérum et lactosérum modifié	1992	20 360	0	15	22 586 <sup>3</sup>
	1993	21 758	0	6	23 738 <sup>3</sup>
	1994	29 878	0	2	22 788 <sup>3</sup>
Beurre et huile butyrique	1992	1 215 <sup>2</sup>	0	5	99 804
	1993	408 <sup>2</sup>	0	94	105 300
	1994	574 <sup>2</sup>	0	17	76 199

Notes:

1. Au Japon, l'exercice va du mois d'avril au mois de mars.
2. Compte non tenu de la quantité réexportée.
3. Estimations.

n.d.: Non disponible.

Sources: Ministère des finances, "Statistiques commerciales du Japon".  
Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches, "Statistiques sur le lait et les produits laitiers".

G. (Soie grège)

1. Entreprise commerciale d'Etat

- Entreprise commerciale d'Etat

Office japonais de stabilisation des prix de la soie grège et du sucre (Office)

- Produit pour lequel il existe une entreprise commerciale d'Etat

Soie grège (y compris le doupion). Pour connaître les numéros des positions tarifaires des produits concernés, voir la notification concernant l'administration des contingents tarifaires (G/AG/N/JPN/1).

2. Raison et objet du maintien de l'entreprise commerciale d'Etat

En vertu de la Loi sur la stabilisation des prix des cocons et de la soie grège, l'Office est habilité à prendre des mesures visant à stabiliser l'offre, la demande et les prix de la soie grège et des cocons de vers à soie, à promouvoir une saine gestion de la sériciculture et de l'industrie de la soie grège et à favoriser la croissance de la demande de soie grège.

En outre, en sa qualité d'entreprise commerciale d'Etat, l'Office importe de la soie grège pour garantir le bon fonctionnement du système de stabilisation de l'offre et de la demande ainsi que des prix de la soie grège.

- Disposition juridique - Article 12-6 de la Loi sur la stabilisation des prix des cocons et de la soie grège.

3. Description du fonctionnement de l'entreprise commerciale d'Etat

1) L'Office procède aux importations de soie grège entrant dans le cadre du contingent, qui sont prévues dans la Liste XXXVIII-JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC.

L'Office ne s'occupe en aucune façon de la commercialisation ou de la distribution des importations de soie grège hors contingent, si ce n'est pour percevoir une partie des droits de douane appliqués et pour vérifier la quantité, la qualité et l'innocuité de ces importations.

2) Les négociants privés sont libres d'importer de la soie grège à condition d'acquitter les droits de douane hors contingent prévus dans la Liste XXXVIII-JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC, qui seront réduits de 15 pour cent sur une période de six ans, de l'exercice 1995 à l'exercice 2000.

3) L'Office importe de la soie grège dans le cadre des possibilités d'accès courantes qui sont prévues dans la Liste XXXVIII-JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC.

4) Les prix de vente intérieurs de la soie grège importée sont déterminés en fonction des prix à l'importation, des frais d'administration, des prix intérieurs de la soie grège et d'autres facteurs économiques.

5) L'Office n'a conclu aucun contrat à long terme en ce qui concerne les importations de soie grège.

4. Renseignements statistiques

(Unité: tonnes)

Exercice	Importations	Exportations	Production nationale	
			Soie	Cocons
1992	1 560	0	5 085	16
1993	1 484	0	4 254	11
1994	1 543	0	3 901	8

Note: Au Japon, l'exercice va du mois d'avril au mois de mars.

Sources: Ministère des finances, "Statistiques commerciales du Japon".  
Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches, "Rapport de situation sur la soie grège".